



# RÈGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

## SOMMAIRE

### ► CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Article 1 - Objet du règlement
- Article 2 - Prescriptions générales
- Article 3 - Catégories d'eaux admises au déversement
- Article 4 - Définition du branchement
- Article 5 - Modalités générales d'établissement du branchement
- Article 6 - Déversements interdits

### ► CHAPITRE II - LES EAUX USÉES DOMESTIQUES

- Article 7 - Définition des eaux usées domestiques
- Article 8 - Obligation de raccordement
- Article 9 - Modalités particulières de réalisation des branchements
- Article 10 - Caractéristiques techniques des branchements d'eaux usées domestiques
- Article 11 - Paiement des frais d'établissement des branchements
- Article 12 - Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements située sous le domaine public
- Article 13 - Conditions de suppression ou de modification des branchements
- Article 14 - Convention de déversement ordinaire
- Article 15 - Redevance d'assainissement
- Article 16 - Paiement de la redevance d'assainissement
- Article 17 - Participation financière des propriétaires d'immeubles neufs

### ► CHAPITRE III - LES EAUX INDUSTRIELLES

- Article 18 - Définition des eaux industrielles
- Article 19 - Conditions de raccordement pour le déversement des eaux industrielles
- Article 20 - Demande de convention spéciale de déversement des eaux industrielles
- Article 21 - Caractéristiques techniques des branchements industriels
- Article 22 - Prélèvements et contrôle des eaux industrielles
- Article 23 - Obligation d'entretenir les installations de prétraitement
- Article 24 - Redevance d'assainissement applicable aux établissements industriels
- Article 25 - Participations financières spéciales

### ► CHAPITRE IV - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

- Article 26 - Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures
- Article 27 - Raccordement entre domaine public et domaine privé
- Article 28 - Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance
- Article 29 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées
- Article 30 - Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux
- Article 31 - Pose de siphons
- Article 32 - Toilettes
- Article 33 - Colonnes de chutes d'eaux usées
- Article 34 - Broyeurs d'éviers
- Article 35 - Descente des gouttières
- Article 36 - Cas particulier d'un tronçon de réseau de type unitaire
- Article 37 - Entretien - Réparations et renouvellement des installations intérieures
- Article 38 - Mise en conformité des installations intérieures

### ► CHAPITRE V - CONTRÔLE DES RÉSEAUX PRIVÉS

- Article 39 - Dispositions générales pour les réseaux privés
- Article 40 - Conditions d'intégration au domaine public
- Article 41 - Contrôles des réseaux privés

### ► CHAPITRE VI - MESURES PARTICULIÈRES

- Article 42 - Infractions et poursuites
- Article 43 - Voie de recours des usagers
- Article 44 - Mesures de sauvegarde

### ► CHAPITRE VII - DISPOSITIONS D'APPLICATION

- Article 45 - Date d'application
- Article 46 - Modification du règlement
- Article 47 - Clauses d'exécution

### ► CHAPITRE VIII - CONTRÔLE DE BON RACCORDEMENT DES INSTALLATIONS AU RÉSEAU PUBLIC

- Article 48 - Contrôle de bon raccordement des installations existantes
- Article 49 - Prise en charges des contrôles de conformité des branchements

# RÈGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

## ► CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

En vertu du contrat intervenu entre la Collectivité et la Société Saur, cette dernière prend la qualité de "Service d'Assainissement" pour l'application du présent règlement, qui a reçu son agrément.

### > Article 1 - Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux usées dans le réseau d'assainissement de la Collectivité.

Le Service d'Assainissement assure la gestion et l'entretien des réseaux d'eaux usées (système séparatif ou unitaire).

La gestion et l'entretien des réseaux d'eaux pluviales est assurée par la Commune de Honfleur.

### > Article 2 - Prescriptions générales

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

### > Article 3 - Catégories d'eaux admises au déversement

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'Assainissement sur la nature du système desservant sa propriété.

#### A - Système séparatif

Ne peuvent être déversées dans le réseau d'eaux usées que :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 7 du présent règlement,
- les eaux industrielles, définies à l'article 17 par les conventions spéciales de déversement passées entre le Service d'Assainissement et les établissements industriels, à l'occasion des demandes de branchement au réseau public.

Ne peuvent être déversées dans le réseau pluvial que :

- les eaux pluviales, définies à l'article 25 du présent règlement,
- certaines eaux industrielles, définies par conventions spéciales de déversement.

#### B - Système unitaire :

Les eaux usées domestiques, définies à l'article 7 du présent règlement, les eaux pluviales définies à l'article 25 du présent règlement, ainsi que les eaux industrielles définies par les conventions spéciales de déversement passées entre la Collectivité, le Service d'Assainissement et des établissements industriels à l'occasion des demandes de branchement, sont admises dans le même réseau, en l'absence de système séparatif.

#### C - Système mixte :

Les deux types de systèmes définis ci-dessus peuvent exister sur le territoire d'une même Collectivité.

### > Article 4 - Définition du branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif agréé par le Service d'Assainissement permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé si les dispositions ne permettent pas le positionnement de la boîte de branchement sur le domaine public,
- un ouvrage dit "regard ou boîte de branchement" placé sur le domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement, si la disposition du branchement le permet. Ce regard doit être visible et accessible,
- éventuellement, un dispositif siphoné situé en domaine privé.

### > Article 5 - Modalités générales d'établissement du branchement

La Collectivité ou le Service d'Assainissement fixe le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder. Ils fixent également le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi

que l'emplacement de l'ouvrage dit "regard ou boîte de branchement" ou d'autres dispositifs notamment de prétraitement, au vu de la demande de branchement.

Celle-ci est accompagnée du plan de masse de la construction sur lequel sera indiqué très nettement le tracé souhaité pour le branchement, ainsi que le diamètre et une coupe cotée des installations et dispositifs le composant, de la façade jusqu'au collecteur.

### > Article 6 - Déversements interdits

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

- les eaux d'une température supérieure à 30°,
- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères (même broyées),
- les huiles usagées et les produits inflammables,
- les graisses et produits hydrocarbures, notamment ceux provenant d'établissements non munis d'installation de prétraitement (décantation, séparation) adéquate,
- tous effluents réservés à l'amendement agricole, lisier, purin,
- les liquides corrosifs, les acides, les composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés;
- les eaux de source ou les eaux souterraines y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation,
- les eaux de vidange des bassins de natation,
- (1).

et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et le cas échéant des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Le Service d'Assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

## ► CHAPITRE 2 - LES EAUX USÉES DOMESTIQUES

### > Article 7 - Définition des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

### > Article 8 - Obligation de raccordement

Comme le prescrit l'article L 33 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout.

### > Article 9 - Modalités particulières de réalisation des branchements

Conformément à l'article 34 du Code de la Santé Publique, la Collectivité fera exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusque et y compris le regard ou la boîte de branchement en limite du domaine public, lors de la construction d'un nouveau réseau

(1) D'autres rejets interdits peuvent être inclus dans cette liste, conformément au règlement sanitaire départemental.

d'eaux usées ou de l'incorporation d'un réseau pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique.

La Collectivité peut se faire rembourser auprès des propriétaires de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, dans des conditions définies par l'assemblée délibérante.

La partie des branchements réalisée d'office est incorporée au réseau public, propriété de la Collectivité.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout, la partie du branchement située sous le domaine public, jusques et y compris le regard ou la boîte de branchement en limite du domaine public, est réalisée à la demande du propriétaire par le Service d'Assainissement ou, sous sa direction, par une entreprise agréée par lui.

Cette partie du branchement est incorporée au réseau public, propriété de la Collectivité.

#### > Article 10 - Caractéristiques techniques des branchements d'eaux usées domestiques

Les branchements seront réalisés selon les prescriptions des règlements en vigueur.

#### > Article 11 - Paiement des frais d'établissement des branchements

Tout branchement réalisé postérieurement à la mise en service du réseau, donne lieu au paiement par le demandeur du coût de l'installation au vu d'un devis établi par le Service d'Assainissement.

Les travaux doivent être terminés dans un délai de deux mois suivant le paiement, sauf modalités particulières.

Si le Service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, après accord de la Collectivité pour l'exécution, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, le coût de ceux-ci.

#### > Article 12 - Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements située sous le domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements située sous le domaine public sont effectués par le Service d'Assainissement.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du Service pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Le Service d'Assainissement est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'usager, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité sans préjudice des sanctions prévues à l'article 44 du présent règlement.

#### > Article 13 - Conditions de suppression ou de modification des branchements

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolir ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le Service d'Assainissement ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

#### > Article 14 - Convention de déversement ordinaire

Tout déversement doit faire l'objet d'une demande adressée au Service d'Assainissement. Cette demande, formulée selon un modèle type de convention de déversement, doit être signée soit par le propriétaire ou son mandataire, soit par le locataire.

Elle comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par le réseau d'assainissement et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement : elle est établie en deux exemplaires dont l'un est conservé par le Service d'Assainissement et l'autre remis à l'intéressé.

L'acceptation par le Service d'Assainissement crée la convention de déversement entre les parties.

#### > Article 15 - Redevance d'assainissement

En application des articles R. 372-1 et R. 372-6 à R. 372-18 du Code des Communes et des textes d'application, l'usager domestique raccordable à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement et ce, dès la mise en service du réseau.

Par ailleurs, en application de l'article L. 35-5 du Code de la Santé Publique, la Collectivité peut décider, qu'à l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle percevra auprès des propriétaires des immeubles raccordables une majoration de la redevance, dans une proportion fixée par la Collectivité, dans la limite de 100 %.

Le tarif de la redevance d'assainissement est indiqué dans la note qui est annexée au présent règlement lors de sa remise à l'usager.

#### > Article 16 - Paiement de la redevance d'assainissement

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Les opérations de facturation et d'encaissement de la redevance d'assainissement sont effectuées en même temps que celles relatives à l'eau potable et selon les mêmes modalités, à savoir pour le régime général :

- La redevance annuelle d'abonnement est payable par moitié et d'avance, au début de chaque semestre.
- La redevance proportionnelle à la consommation d'eau est réglée au début de l'année suivante ; toutefois, il est demandé un acompte en milieu d'année, basé sur une consommation estimée à 50 % de la consommation de l'année précédente.
- Les conditions et délai de paiement sont ceux fixés par le Règlement du service de distribution d'eau. A défaut de paiement de la facture à sa date d'exigibilité, les sommes dues sont majorées dans les conditions réglementaires ; les frais de relance engagés par le Service d'Assainissement sont à la charge de l'usager.
- Tout nouvel usager versera des frais d'accès au service dont la valeur HT est de 32,46 €. Ce montant sera actualisé par le même formule que celle impactant le prix de l'assainissement.

#### > Article 17 - Participation financière des propriétaires d'immeubles neufs

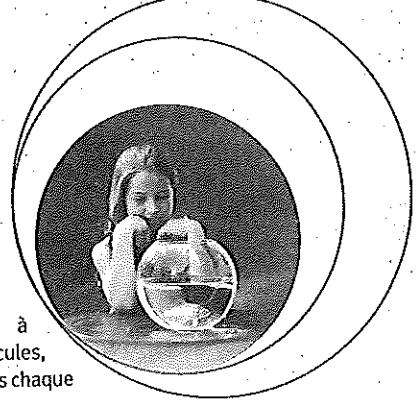
Conformément à l'article L35-4 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, peuvent être astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant ainsi que la date d'exigibilité de cette participation sont déterminés par la Collectivité.

## D CHAPITRE 3 - LES EAUX INDUSTRIELLES

#### > Article 18 - Définition des eaux industrielles

Sont classés dans les eaux industrielles, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre qu'exclusivement domestique (établissements industriels, commerciaux, artisanaux, hôpitaux, lycées...).



Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre le Service d'Assainissement et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public. Toutefois, les établissements industriels dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux domestiques et dont le rejet ne dépasse pas annuellement 6 000 m<sup>3</sup> pourront être dispensés de conventions spéciales par le Service d'Assainissement.

#### > Article 19 - Conditions de raccordement pour le déversement des eaux industrielles

Le raccordement au réseau public des établissements déversant des eaux industrielles n'est pas obligatoire. Toutefois celui-ci peut être autorisé, conformément à l'article L. 35-8 du Code de la Santé Publique, dans la mesure où les déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

#### > Article 20 - Demande de convention spéciale de déversement des eaux industrielles

Les demandes de raccordement des établissements déversant des eaux industrielles se font sur un imprimé d'enquête préalable à l'établissement d'une convention (voir additif).

Toute modification de l'activité industrielle sera signalée au Service d'Assainissement qui pourra soit établir une nouvelle convention soit interdire les déversements.

#### > Article 21 - Caractéristiques techniques des branchements industriels

Les établissements consommateurs d'eau s'ils en sont requis par le Service d'Assainissement, devront établir deux branchements distincts :

- un branchement eaux domestiques,
- un branchement eaux industrielles.

Chacun de ces branchements devra être pourvu d'un regard agréé par le Service d'Assainissement pour y effectuer des prélèvements et mesures, facilement accessible aux agents du Service d'Assainissement à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, doit à la demande du Service être placé sur le branchement des eaux industrielles et accessible à tout moment aux agents du Service d'Assainissement.

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

#### > Article 22 - Prélèvements et contrôle des eaux industrielles

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le Service d'Assainissement ou tout organisme agréé par lui dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par le Service d'Assainissement ou tout laboratoire agréé par lui.

Les frais d'analyse seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 44 du présent règlement.

#### > Article 23 - Obligation d'entretenir les installations de prétraitement

Les installations de prétraitement prévues par les conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement et en tout temps accessibles au Service d'Assainissement. Les usagers doivent pouvoir justifier au Service d'Assainissement du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, féculés, les déboueurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ces installations.

#### > Article 24 - Redevance d'assainissement applicable aux établissements industriels

En application des articles R. 372-1 et R. 372-6 à R. 372-18 du Code des Communes, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement sauf dans les cas particuliers visés à l'article 24 ci-après.

#### > Article 25 - Participations financières spéciales

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipements et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L. 35-8 du Code de la Santé Publique. Celles-ci seront définies par convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

## ▮ CHAPITRE 4 - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

#### > Article 26 - Dispositions générales pour les installations sanitaires intérieures

Les installations intérieures devront satisfaire aux dispositions des articles 27 et 40 à 48 du Règlement Sanitaire Départemental.

#### > Article 27 - Raccordement entre domaine public et domaine privé

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés, y compris les jonctions de tuyaux de descentes des eaux pluviales lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau, sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

#### > Article 28 - Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance

Conformément à l'article L. 35-2 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le Service d'Assainissement pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques des intéressés, conformément à l'article L. 35-3 du Code de la Santé Publique.

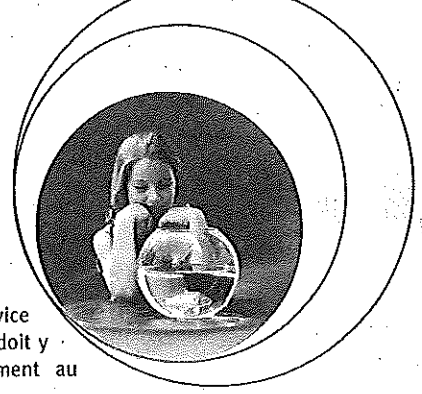
Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

#### > Article 29 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

#### > Article 30 - Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales



d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus. De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

#### > Article 31 - Pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

#### > Article 32 - Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

#### > Article 33 - Colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

#### > Article 34 - Broyeurs d'éviers

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

#### > Article 35 - Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

#### > Article 36 - Cas particulier d'un tronçon de réseau de type unitaire

Dans le cas d'un tronçon de réseau public de type unitaire, la réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée sur la parcelle privée en dehors de la construction à desservir et de préférence par l'intermédiaire de deux regards distincts, pour permettre tout contrôle au Service d'Assainissement.

#### > Article 37 - Entretien - Réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

#### > Article 38 - Mise en conformité des installations intérieures

Le Service d'Assainissement a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des

défauts sont constatés par le Service d'Assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais préalablement au raccordement.

## ► CHAPITRE 5 - CONTRÔLE DES RÉSEAUX PRIVÉS

### > Article 39 - Dispositions générales pour les réseaux privés

Les articles 1 à 38 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux se déversant dans le réseau public.

En outre, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 18 préciseront certaines dispositions particulières le cas échéant.

### > Article 40 - Conditions d'intégration au domaine public

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés :

- Soit, la Collectivité, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réserve le droit de contrôle du Service d'Assainissement.
- Soit, les aménageurs, au moyen de conventions conclues avec la Collectivité, transféreront à celle-ci la maîtrise d'ouvrage correspondante en lui versant, en temps voulu, les fonds nécessaires. (Voir précisions éventuelles dans l'additif).

### > Article 41 - Contrôles des réseaux privés

Le Service d'Assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'Art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le Service d'Assainissement, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires avant raccordement au réseau public.

## ► CHAPITRE 6 - MESURES PARTICULIÈRES

### > Article 42 - Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents du Service d'Assainissement, soit par le représentant légal ou mandataire de la Collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

### > Article 43 - Voies de recours des usagers

En cas de faute du Service d'Assainissement, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux compétents.

### > Article 44 - Mesures de sauvegarde

En cas de non respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le Service d'Assainissement et des établissements déversant des eaux industrielles, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épurations, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le Service est mise à la charge du signataire de la convention. Le Service d'Assainissement pourra mettre en demeure l'utilisateur par lettre recommandée avec accusé réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ et sur constat d'un agent du Service d'Assainissement.

## D CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS D'APPLICATION

### > Article 45 - Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par la Collectivité, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

### > Article 46 - Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées préalablement à la connaissance des usagers du service, pour leur être opposables (par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture).

### > Article 47 - Clauses d'exécution

Le représentant de la Collectivité, les agents du Service d'Assainissement habilités à cet effet et le Receveur de la Collectivité en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

## D CHAPITRE 8 - CONTRÔLE DE BON RACCORDEMENT DES INSTALLATIONS AU RÉSEAU PUBLIC

### > Article 48 - Contrôle de bon raccordement des installations existantes

a) La Collectivité impose le contrôle systématique des installations existantes.

L'agent du délégataire chargé du contrôle a la qualité d'agent du service d'assainissement au titre de l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique. Il a libre accès aux installations des usagers pour l'exercice de cette mission. Il sera muni d'un document attestant de son identité et de sa fonction.

L'usager a l'obligation de laisser effectuer ce contrôle comprenant :

- l'inventaire des différents points de collecte des eaux usées domestiques au sein de l'immeuble,
- l'inventaire des points de collecte des eaux pluviales de l'immeuble (toiture, cour, etc.),
- l'examen des conditions d'évacuation des eaux pour chacun des points correspondants (mise en œuvre de tests d'écoulement, colorants, etc.),
- le contrôle des installations au regard des dispositions du règlement du service,
- l'identification des non-conformités,
- l'établissement et l'envoi d'un rapport de visite comportant un schéma des installations,
- la préparation du constat (conformité ou non-conformité).

Préalablement à chaque contrôle, le « service d'assainissement » prend rendez-vous avec l'occupant des lieux.

A l'issue de chaque contrôle, le « service d'assainissement » rédige un rapport de visite. La collectivité adresse au propriétaire un exemplaire du rapport de visite.

b) Avant toute vente d'immeuble, le propriétaire ou l'organisme chargé de la vente (notaire, agence immobilière...) doit s'adresser à la Collectivité pour faire réaliser le contrôle de bon raccordement des installations.

c) Avant tout nouveau raccordement, le propriétaire ou le lotisseur doit s'adresser à la Collectivité pour faire réaliser le contrôle de bon raccordement des installations. Ce contrôle comprend :

- l'inventaire des différents points de collecte des eaux usées domestiques au sein de l'immeuble,
- l'inventaire des points de collecte des eaux pluviales de l'immeuble (toiture, cour, etc.),
- l'examen des conditions d'évacuation des eaux pour chacun des points correspondants (mise en œuvre de tests d'écoulement, colorants, etc.),
- le contrôle des installations au regard des dispositions du règlement du service,
- l'identification des non-conformités,
- l'établissement et l'envoi d'un rapport de visite comportant un schéma des installations,
- la préparation du constat (conformité ou non-conformité).

Préalablement à chaque contrôle, le « service d'assainissement » prend rendez-vous avec l'occupant des lieux.

A l'issue de chaque contrôle, le « service d'assainissement » rédige un rapport de visite. La collectivité adresse au propriétaire un exemplaire du rapport de visite.

d) En cas de non-conformité, le « service d'assainissement » organise le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux de mise en conformité. Ce contrôle est réalisé à l'issue du délai accordé par la collectivité au propriétaire.

A la date prévue le « service d'assainissement » exécute le contrôle dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus. Le cas échéant, si les travaux ne sont pas réalisés, le délégataire en informe la collectivité.

### > Article 49 - Prise en charges des contrôles de conformité des branchements

Les contrôles effectués dans le cadre de l'article 48 ci-dessus sont réalisés par le délégataire, ils sont compris dans le service pour les cas prévus aux paragraphes b) et c), et facturés au SIVOM dans le cas prévu au paragraphe a).

**Délibéré et voté par l'Assemblée délibérante de la Collectivité :  
CONSEIL DE SIVOM en date du 23 mars 2009**